

XXII. Et qu'il soit statué, que la dite compagnie aura le droit de devenir partie à des billets promissoires et lettres de change pour des somme de pas moins de vingt-cinq louis courant; et toute billet promissoire fait ou endossé, ou toute lettre de change tirée, acceptée ou endossée par le président ou vice-président de la compagnie, et contre-signée par le secrétaire et trésorier, avec l'autorisation de la majorité d'un *quorum* de directeurs, sera obligatoire pour la compagnie; et tout tel billet promissoire ou lettre de change ainsi fait, tiré, accepté ou endossé par le président ou le vice-président de la dite compagnie, et contre-signé par le secrétaire et trésorier comme tel, après la passation du présent acte, sera censé avoir été dûment fait, tiré, accepté ou endossé, suivant le cas, pour la compagnie, jusqu'à preuve du contraire; et il ne sera nécessaire, dans aucun cas, d'apposer le sceau de la compagnie sur aucun billet promissoire ou lettre de change; et le président, vice-président, ou secrétaire et trésorier de la compagnie faisant, tirant, acceptant ou endossant tout tel billet promissoire ou lettre de change, ne seront individuellement exposés à aucune responsabilité quelconque à cet égard; pourvu toujours, que rien de contenu dans cette clause ne sera censé autoriser la dite compagnie à émettre aucun billet payable au porteur, ni aucun billet promissoire destiné à être mis en circulation comme argent ou comme billet d'une banque.

La compagnie pourra devenir partie à des billets promissoires

Proviso.

XXIII. Et qu'il soit statué, que la dite compagnie aura le droit d'acheter, prendre, posséder et souscrire des actions dans toute autre compagnie de chemin de fer, si elle le juge utile aux intérêts de la dite compagnie, et les directeurs de la dite compagnie à pourront autoriser une ou plusieurs personnes à voter raison telles actions à toutes assemblées de telle autre compagnie de chemin de fer.

La compagnie pourra prendre des parts dans d'autres chemins de fer.

XXIV. Et qu'il soit statué, que tout actionnaire de la dite compagnie, qu'il soit sujet britannique ou aubain, ou qu'il réside en Canada ou ailleurs, aura également droit de posséder des actions dans la dite compagnie, de voter à raison de ces actions, et d'être élu aux charges dans la dite compagnie.

Les aubains pourront voter, etc.

XXV. Et qu'il soit statué, que le gouvernement provincial pourra, en aucun temps après que le dit chemin de fer sera commencé, prendre possession et jouir, comme de sa propriété, du dit chemin de fer, ainsi que de toutes les propriétés que la dite compagnie est autorisée à posséder et qu'elle possédera alors, et jouir aussi de tous les droits, privilèges et avantages dont est investie la dite compagnie; tous lesquels, après la dite prise de possession, accroîtront à sa majesté, en par le gouvernement donnant à la compagnie quatre mois d'avis de son intention de prendre possession comme susdit.

Le gouvernement provincial pourra prendre possession du chemin de fer.

XXVI. Et qu'il soit statué, que dans le cas de telle prise de possession, le gouvernement, sous quatre mois après que la compagnie aura rendu un compte par écrit du montant de l'argent dépensé par la dite compagnie, et de toutes ses obligations alors constatées, jusqu'au temps de telle prise de possession, paiera à la dite compagnie tout le montant de l'argent ainsi dépensé et des obligations ainsi constatées, avec ensemble l'intérêt aux taux de six pour cent, et dix pour cent d'augmentation là-dessus après déduction faite du montant de tous dividendes déclarés avant cette époque; et le dit gouvernement paiera aussi et ac-

Condition de cette prise de possession.